



Colloque Science ouverte au Sud

Gestion et ouverture des données de la recherche.

Panorama et perspectives en Afrique.

Cotonou – 25 au 27 octobre 2022

<https://opensciencesud2.sciencesconf.org/>

Trois ans après la première édition, l'IRD, le Cirad et l'Académie Nationale des Sciences, des Arts et des Lettres (ANSALB) ont organisé le colloque international Science ouverte au Sud à Cotonou. Cette édition portait sur la gestion et l'ouverture des productions de la recherche – données, protocoles, algorithmes, codes informatiques – en Afrique, plus particulièrement francophone et malgache. L'objectif était de fournir une vue d'ensemble des approches de la gestion et de l'ouverture des données de recherche en Afrique, en particulier en Afrique francophone, et à partager et promouvoir les bonnes pratiques. Il s'est appuyé sur des retours d'expérience croisés, des exemples de réussite et des ateliers.

Les interventions se sont articulées autour des axes thématiques suivants :

1. Recommandations et exigences des gouvernements, des institutions et des bailleurs de la recherche pour la science ouverte
2. Dispositifs de gestion, de partage et de diffusion: pratiques, bénéfiques, freins
3. Enjeux éthiques et juridiques, modèles éditoriaux et économiques

Organisation

La deuxième édition du colloque Science ouverte au Sud a été coorganisée par l'IRD, l'Ansalb et le Cirad en partenariat avec le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), l'Ambassade de France au Bénin, l'Institut français du Bénin et l'Agence Universitaire de la francophonie (AUF).

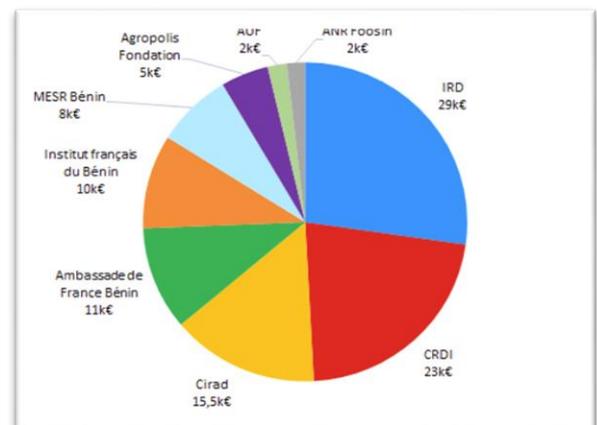
Le comité d'organisation a regroupé des représentants de l'IRD (Mission Science Ouverte, service de l'Information Scientifique et Technique, représentation IRD au Bénin) de l'ANSALB et du Cirad (Direction Générale Déléguée à la Recherche et à la Stratégie, Dispositifs de Recherche et de formation en partenariat, Délégation à l'Information Scientifique et Technique, représentant au Bénin) soit un total de 17 personnes impliquées.

De son côté, le comité scientifique international était composé de 10 scientifiques provenant d'Afrique du Sud, du Bénin, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, de France et du Maroc.



Budget

Les organisateurs du colloque ont pu s'appuyer sur un budget global de 100000 euros, résultat du cofinancement des acteurs suivants : IRD, Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), Cirad, Ambassade de France au Bénin, Institut français du Bénin, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Bénin, Agropolis fondation, Agence Universitaire Francophone et l'ANR Foosin. Près des deux tiers du budget ont été alloués à la prise en charge des frais de scientifiques provenant de pays du Sud.



Répartition du financement du colloque Science ouverte au Sud par contributeurs

Visibilité internationale et rayonnement médiatique

Comme lors de la première édition, l'UNESCO a placé l'événement sous son patronage et celui-ci était inscrit à l'agenda de l'International Year of Basic Sciences and Sustainable Development 2022. De leur côté, le réseau des académies africaines (NASAC) et le réseau Wacren ont apporté leur soutien au colloque.

La conférence a donné lieu à trois articles dans la presse béninoise ainsi qu'à un article sur le Scidev.net¹. L'émission RFI « Autour du monde » diffusée le 30/11/2022 était dédiée à l'événement².



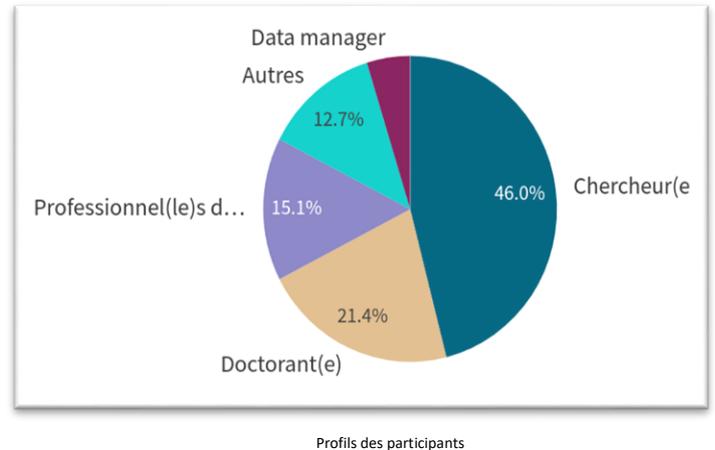
¹ <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/scidev-net-at-large/plaidoyer-pour-le-developpement-de-la-science-ouverte-en-afrique/>

² <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/autour-de-la-question/20221130-comment-d%C3%A9coloniser-la-science>

Participation

Ces trois journées scientifiques ont réuni 135 participant(e)s dont près de la moitié étaient chercheur(e)s et 20% doctorant(e)s.

L'assemblée était composée de 46 femmes soit le tiers des participants.



Les acteurs du colloque provenaient de 20 pays différents :

- Afrique : 15 pays dont 12 pays d'Afrique Sub-saharienne (Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, République Démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie)
- Europe : 4 pays (Allemagne, France, Pays-Bas, Suisse)
- Amérique du Nord : 2 pays (Canada, Etats-Unis d'Amérique)
- Asie : 1 pays (Inde)



<https://opensciencesud2.sciencesconf.org>

Synthèse des débats et des échanges

Le colloque s'est ouvert en présence de la présidente directrice générale de l'IRD, du président de l'ANSALB et du directeur-adjoint du département Environnements et Sociétés du Cirad, ainsi que de la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Bénin, du président du réseau des académies des sciences africaines (NASAC) et de l'ambassadeur de France au Bénin.

➤ Freins au partage des données

Parmi les réserves et réticences exprimées par les scientifiques lors du colloque, le risque de se voir voler leurs données a été invoqué à plusieurs reprises. Cette crainte est souvent liée à un défaut de connaissances sur les conditions et l'intérêt tant individuel que collectif du partage, voire de l'ouverture. Lever cette réserve suppose d'instaurer un climat de confiance entre partenaires.

D'autres craintes, plus spécifiques aux partenaires du sud, ont été avancées, à commencer par l'avantage inéquitable du partage entre partenaires Nord et Sud. L'inégalité de moyens entre

structures de recherche du Nord et du Sud détermine des capacités très variables à réutiliser les données partagées. La question des moyens qui sont mis à la disposition des acteurs de la recherche détermine tout autant le fait que des scientifiques africains soient amenés à financer la collecte de leurs données, ce qui renforce leur sentiment d'appropriation et les dissuade à partager leurs données.

➤ Des moyens à renforcer

De nombreuses interventions ont soulevé le fait que les difficultés à partager ou à ouvrir les données produites par les communautés scientifiques résultent en partie du manque d'infrastructures numériques robustes permettant la gestion, la diffusion et le partage des données de la recherche. D'autre part, le niveau d'offre proposée en matière d'activités de sensibilisation et de formation aux enjeux et outils de la science ouverte reste limité dans de nombreux pays du continent ce qui ne favorise pas la généralisation de pratiques ouvertes au sein des communautés académiques.

➤ Le rôle déterminant des politiques nationales science ouverte

Si le partage des données de la recherche reste embryonnaire en Afrique, c'est aussi qu'il n'existe pas de politiques nationales science ouverte, en dehors de l'Ethiopie et de la Côte d'Ivoire. Cependant, il faut noter une dynamique à l'œuvre puisque plusieurs pays dont l'Afrique du Sud mènent actuellement des projets de formalisation de politiques nationales. D'autre part, cette dynamique politique devrait être confortée par le projet African Open Science Platform, présenté par Nokuthula Mchunu, dont l'objectif est de structurer l'écosystème science ouverte africain et d'inciter à la formalisation de politiques de science ouverte.

➤ Une nécessaire dimension inclusive de la science ouverte

Comme relevé lors de l'étude préliminaire menée par Innocent Azilan, la première source de motivation à partager ses données chez les scientifiques africains sondés reste l'intérêt public et le bien commun. Pour répondre aux multiples enjeux auxquels sont confrontés les pays africains, l'ouverture de la science doit en effet s'adresser à l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux ce qui suppose à la fois de simplifier les conditions d'appropriation et de réutilisation des données mais aussi de développer des actions de médiation visant à renforcer la culture scientifique chez les citoyens (Louise Bezuidenhout). De la même façon, la prise en compte de la diversité linguistique est une condition nécessaire pour donner de la visibilité à l'ensemble des productions scientifiques réalisées sur le continent africain.

➤ Un besoin de développer les collaborations et la mise en réseau des acteurs.

Compte tenu des défis à relever pour implémenter une culture et des pratiques de science ouverte chez les scientifiques africains, il est primordial de favoriser et de structurer la collaboration entre ces différents acteurs. La mise en commun de ressources doit notamment permettre de répondre au défaut de moyens à disposition des scientifiques mais aussi de partager l'expérience et les bonnes pratiques entre acteurs de la science ouverte. Il est tout aussi important que ces collaborations dépassent le périmètre du continent africain et que les scientifiques participent aux projets menés au sein des réseaux internationaux, de manière à favoriser leur montée en compétences et à faire valoir les enjeux spécifiques à la recherche africaine comme la diversité des pratiques scientifiques.